



8 AVRIL 2024

EUROPE INFO HEBDO



RUSSIAGATE, OTAN, ET OGM.

Bonne lecture!
Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



SÉRBIE, HONGRIE, SLOVAQUIE, RUSSIE, 5-Я КОЛОННА

L'actualité est marquée par une polarisation inhabituelle de la vie politique à l'approche des élections européennes. Si nous nous étions accommodés du fait que des relations douteuses, avec Pékin ou Moscou, étaient entretenues par nos dinosaures de la politique - et donc sans conséquence tangible, il va maintenant falloir se rendre aux urnes en ayant en tête l'existence d'une 5e colonne russe dans l'Union, pour reprendre l'expression de l'Opinion avancée il y a un an.

- En ce qui concerne les exécutifs, d'abord : le Grand Continent partage la carte des États qui ont félicité poutine pour sa récente réélection.
 - Il n'aura pas échappé à un œil aguerrri que la petite Serbie, État candidat à l'UE depuis 2012, se joint à la Biélorussie pour féliciter publiquement le principal responsable de la guerre de haute intensité à ses portes.
 - Loin de lui rendre simplement la politesse au moment de sa propre réélection en décembre 2023, Aleksandar Vucic maintient la candidature de la Serbie à l'Union, tout en se vantant du partenariat stratégique qui le lie à la Russie.
- Ceci est d'autant plus inquiétant que le commissaire à l'élargissement, O. Varhelyi annonce de nouveaux financements à destination de la Serbie pour encourager son adhésion.
 - Le commissaire - hongrois - à l'élargissement poursuit donc le positionnement de son parti d'origine, le Fidesz.
 - En effet, Viktor Orban, Premier ministre hongrois, félicite aussi V. Poutine.
- Coté slovaque, R. Fico ne félicite pas V. Poutine pour sa réélection, mais de nombreux observateurs s'inquiètent de cette communauté d'interprétation de l'État de droit.
 - Ceci revêt une saveur particulière, à l'heure de repenser notre diplomatie.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, PARLEMENT EUROPÉEN, RUSSIE, RUSSIAGATE

Nous avons ainsi passé un cap. Si en 2023 la question était de savoir si l'on pouvait imaginer rétablir un dialogue avec le Kremlin ou discuter du soutien à l'Ukraine dans l'effort de guerre, ces prises de position de représentants étatiques prennent une toute autre tournure à l'heure de révéler que des parlementaires européens auraient été financés par le Kremlin. En effet, il n'est plus question d'user un levier pour exister plus lourdement sur la scène internationale mais bien d'insinuation des intérêts russes dans nos institutions.

- Ce n'était un secret pour personne que le Rassemblement national avait pu emprunter des fonds auprès de banques russes.
 - Le montant était toujours dû au moment où les troupes russes sont illégalement entrées sur le territoire ukrainien.
 - Le prêt aurait été remboursé en septembre 2023.
 - Il est assez commode de penser que ce parti peut se montrer plus indulgent avec le pays qui lui a permis de continuer son activité.

- Ces dernières semaines, une étape a été franchie : si les citoyens européens ont pu être choqués par la grossière corruption du Qatargate elle risque de faire office de sujet simplement anecdotique.
 - Il n'est plus juste question de limiter la mauvaise image du Qatar, il est maintenant question de la Russie qui corrompt des élus européens.
 - Cette corruption vise donc la destruction des valeurs de l'UE de l'intérieur, de rendre admissible la guerre d'invasion, de décrédibiliser les Ukrainiens...
 - et probablement être tolérant avec les exécutifs amis du Kremlin.
 - Une accélération des événements aboutissant à climax inattendu : une eurodéputée agent du FSB avec donc la possibilité de transmettre des informations à l'Etat accusé, à l'heure actuelle, de rupture de la paix et de la sécurité internationale.
 - Si son positionnement à l'égard du Kremlin n'était un secret pour personne, une telle nouvelle à l'approche des élections européennes ne peut pas rester sans conséquence dans la campagne, au moment de désigner des représentants au suffrage universel direct.
 - Audrey Vuetaz, s'inquiète en particulier du fait que ces suspicions de corruption ne découragent les électeurs à se rendre aux urnes.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, OTAN, DÉFENSE, NERVEUX DE LA GUERRE

Alors que la pression russe sur les troupes ukrainiennes va en s'intensifiant, l'Union s'interroge sur les moyens de sa défense : la question est au cœur des élections européennes. La nomination d'un nouveau secrétaire général de l'OTAN (promis à Mark Rutte, l'ancien premier ministre néerlandais) interroge les liens entre Défense européenne et Alliance atlantique. Au-delà, la coopération industrielle, logistique, voire opérationnelle européenne renforcée s'inscrit aussi dans des considérations transatlantiques.

- Comme nous l'écrivions déjà (EIH 18/3/24 et EIH 11/3/24), un des enjeux de la guerre en Ukraine pour l'UE est celui de sa dépendance sécuritaire et industrielle aux États-Unis.
 - Les provocations de Donald Trump sur l'avenir des petits contributeurs de l'OTAN ont également ravivé l'urgence d'une réelle autonomie européenne en la matière, malgré une mise en œuvre incertaine.
 - Le président exécutif d'Airbus, Guillaume Faury, regrettait encore le mois dernier que les achats groupés au niveau européen ne soient pas devenus une norme, faisant écho à des nombreux autres industriels de la défense européens.
- Par ailleurs, les emprunts conjoints afin de renflouer un budget européen sous-financé ces dernières décennies rencontrent toujours des oppositions.
 - L'Allemagne, les Pays-Bas et les pays Scandinaves sont toujours réticents à accepter la proposition française, réitérée à l'occasion d'une lettre du 14 mars 2024, adressée aux ministères des affaires étrangères des États membres de l'UE.
 - La question des moyens cache d'autres problématiques.
 - L'Allemagne a le plus gros budget militaire de l'UE, pourtant c'est aussi l'une des armées les moins bien équipées d'Europe.
 - Elle tente depuis deux ans de rattraper son retard analyse le Financial Times.
- La question d'un pourcentage de budget a cependant peu de sens à l'échelle nationale en Europe.
 - Une logique probablement difficile à comprendre pour les États-Unis.
 - Pour les Pays-Bas par exemple, ces 2% du PIB dans le budget militaire ne permettraient l'achat que d'une poignée d'équipement.
- C'est là que le sujet d'une Europe de la défense, particulièrement sur le plan des commandes industrielles, prend donc tout son sens.
 - Outre les économies d'échelles et la perspective indispensable d'une meilleure interopérabilité à terme, l'UE représente tous budgets militaires confondus le troisième plus gros budget de la défense mondiale.
 - Actuellement de 30 types de tanks, 20 types d'avions différents, et 27 États-majors.
 - Malheureusement, une collection d'échantillons, plus ou moins performants, ne fait pas une puissance militaire.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, OTAN, DÉFENSE, NATTO KIN

Les pressions de l'allié américain sur la question des budgets militaires cachent plusieurs insuffisances de l'Alliance atlantique, en particulier son absence d'investissement dans la guerre en Ukraine.

- Depuis les promesses tièdes faites à l'Ukraine à Vilnius en juillet 2023, l'OTAN n'a que peu mobilisé ses (nombreux) personnels pour former les soldats ukrainiens.
 - Les quelque 60000 militaires ukrainiens formés par des armées des États membres de l'UE l'ont été via une initiative extérieure à l'OTAN.
 - Ce fut aussi le cas pour les formations prises en charge par le Royaume-Uni (Opération Interflex, plus de 30000 soldats formés à ce jour) ou le Canada.
 - La question s'impose : l'OTAN est-elle toujours la force pertinente ?
 - Pour l'Ukraine combattante, son apport est inexistant, malgré les accusations répétées de Moscou qu'il s'agit d'une guerre menée par l'Alliance atlantique contre la Russie.
- La nomination du prochain Secrétaire général pourrait d'ailleurs donner un nouveau souffle aux positions de l'OTAN en Europe, et les candidats n'envisagent pas tous l'avenir sous le même angle.
 - Mark Rutte, Premier ministre néerlandais sortant, semblait jusqu'à récemment assuré d'être nommé à la succession du Norvégien Jens Stoltenberg.
 - Mais malgré le soutien de la présidente estonienne Kaja Kallas, l'émergence du candidat roumain, le président Klaus Iohannis, souligne l'exigence d'une plus grande représentation et prise en considérations des États de l'Europe de l'Est, au sein de l'OTAN, et de l'UE.
 - K. Iohannis pourrait d'ailleurs obtenir le soutien du président turc, Recep Erdogan, qui a déclaré que l'OTAN devait consacrer plus de ressources au combat contre le terrorisme.
 - M. Rutte a, pour l'instant, le soutien des quatre membres les plus influents de l'OTAN (Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni).
 - Toutefois, l'alarme lancée par l'Etat-major et la classe politique polonaise ces dernières semaines quant à la menace russe pour les États baltes et en mer du Nord donne du poids à une candidature "venue de l'Est".
 - En mars, c'était le général polonais Wiesław Kukuła qui mettait en garde contre les projets à long terme de la Russie d'attaquer l'OTAN.
 - A présent, c'est le premier ministre polonais Donald Tusk qui rappelle la fragilité européenne actuelle face à un conflit potentiel.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, OTAN, DÉFENSE, OTAN POUR NOUS

De retour au pouvoir à Varsovie depuis octobre 2023, Donald Tusk a récemment souligné la divergence des cultures stratégiques en Europe - cf. notre journée d'études au Sénat en 2023.

- Une différence qui se note bien à propos de la Russie : les pays géographiquement proches ont le sens historique de la menace russe, et les autres, pays plus distants.
 - Ce serait le cas de l'Espagne qui aurait demandé, selon Tusk, de retirer des communications européennes le terme de « guerre » pour ne pas alarmer la population.
 - Pourtant, les attaques cyber, maritimes non revendiquées, et l'usage de "proxy" comme la Chine et la Corée du Nord pour déstabiliser les économies européennes et régions extra-européennes sont autant de menaces auxquelles l'Europe et l'OTAN sont mal préparées.
 - Et ce, avant même une attaque de la Russie envers les territoires des membres de l'Alliance.
- Le Premier ministre polonais considère néanmoins qu'une organisation européenne parallèle à l'OTAN n'est ni nécessaire, ni désirable.
 - L'Europe est d'ailleurs techniquement toujours limitée par les préceptes de feu Madeleine Albright (ancienne Secrétaire d'État qui avait bien connu la Pologne de l'époque soviétique) d'interdiction des "3D" (*duplication, discrimination, decoupling*).
 - Ceci ayant pour but de limiter le développement d'une défense européenne en dehors de l'OTAN.
 - Au fil des administrations américaines, les désaccords ont, depuis, plutôt porté sur les objectifs de dépenses militaires des États membres.
 - Pour redonner toute son utilité et son importance à l'OTAN, et renforcer l'intégration européenne d'une politique de défense commune, il faudra donc un alignement transatlantique.



GREEN DEAL

OGM, ENERGIE, GES, OBJECTIFS LUNAIRES

Alors que le Parlement se prépare à son renouvellement, aux élections des 6-9 juin prochain, le rythme législatif en matière de Green deal se ralentit quelque peu – un exemple est particulièrement significatif : la législation sur les nouveaux OGM.

- Le dilemme est cornélien : d'un côté, certaines familles politiques ont fait de la pause voire la remise en cause du Pacte Vert un de leur chevaux de bataille, ce qui rend délicate toute majorité sur les derniers textes.
 - De l'autre, si la prochaine mandature est effectivement dominée par ces mêmes forces de droite radicale, rétives voire hostiles aux législations environnementales, la fenêtre pour des textes ambitieux en la matière va se fermer pour cinq années.
 - Un délai particulièrement long au vu des urgences climatiques.
- L'un des dommages collatéraux de ce reflux du Pacte vert commence avec les objectifs intermédiaires pour 2040, sur la route de la neutralité carbone de l'UE en 2050.
 - Après le "fit for 55" pour l'année 2030, la Commission européenne a proposé l'objectif d'une réduction des émissions de 90 % d'ici à 2040 (cf. EIH 19/2/24).
 - Mais ça coince déjà du côté des États membres.
 - Après un premier tour relativement positif au début de l'année, au Conseil environnement de l'UE du 25 mars seuls 6 Etats (NL, FI, SP, DK, BG, LU), ont explicitement exprimé leur soutien à l'objectif de la Commission.
 - Certains veulent une cible plus ambitieuse, surtout ceux dont les ministres sont écologistes (IE, AT entre autres).
 - Cependant les autres oscillent entre circonspection et réticences (HU, GR, CZ) devant une "ambition trop haute".
 - La France et la République tchèque exigent une mention du nucléaire.
- Si la suite du Pacte Vert semble pour le moment condamnée à une suspension, en espérant qu'il n'y ait pas de revirement, les éléments antérieurs continuent de faire consensus. En particulier en matière énergétique.
 - Au Conseil environnement de l'UE du 25 mars, les Etats membres ont formellement accepté de poursuivre leurs efforts pour une réduction conjointe de la demande de gaz dans l'UE.
 - Le texte adopté recommande aux États de réduire leur consommation de gaz d'au moins 15 % entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025, par rapport à la moyenne annuelle sur la période allant d'avril 2017 à mars 2022.